



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°596 – 05 septembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le système bancaire de l'UEMOA en 2024

Le [Rapport annuel 2024](#) de la Commission Bancaire de l'UEMOA souligne les bonnes performances du système de bancaire de la zone au cours de l'année écoulée, bien qu'ayant évolué dans un contexte marqué par des vulnérabilités liées à la fragilité du climat sociopolitique et sécuritaire dans la sous-région.

Le nombre d'établissements de crédits dans l'UEMOA est resté stable à 160

A fin 2024, le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UEMOA s'est établi à 160 (135 banques et 25 établissements financiers à caractère bancaire), comme en 2023. Le total bilan des établissements de crédit est estimé à 72 068 Md FCFA (109,9 Md EUR), en hausse de 9,3 % par rapport à 2023. Le secteur bancaire ivoirien demeure le plus important de la zone, avec 35,6 % des actifs et 32 établissements de crédit. En outre, l'effectif des groupes bancaires opérant dans l'UEMOA s'est maintenu à 34 en 2024. Ceux-ci détiennent 71,3 % des établissements de crédit et cumulent 81,6 % des actifs bancaires. Les plus importants demeurent Ecobank (9,3 % des actifs, contre 9,5 % en 2023), Société Générale (8,6 %, contre 8,9 % en 2023) et Coris (8,6 % contre 8,8 % en 2023).

Une bonne dynamique des crédits et des dépôts

Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 5,6 %, pour atteindre 36 888,3 Md FCFA (56,2 Md EUR) à fin 2024. Avec un changement notable par rapport aux années précédentes : les crédits à court terme ne sont pas prédominants en 2024 dans la répartition selon la maturité. En effet, les crédits à moyen terme représentent 45,2 % du total des crédits, suivis des crédits à moyen terme (42,7 %) et des crédits à long terme (7 %). En outre, selon les données de la Centrale des risques, les crédits demeurent concentrés dans les secteurs "Commerces, restaurants et hôtels" (29 %) et "Services à la collectivité et services sociaux" (24 %). La croissance des crédits a été plus dynamique en Guinée-Bissau (+21,4 %) et au Bénin (+10,9 %), tandis qu'on a observé un léger repli au Mali (-1,3 %) et au Burkina Faso (-0,9 %). S'agissant des dépôts et emprunts, ils ont progressé de 7,2 % pour s'établir à 48 243,5 Md FCFA (73,5 Md EUR) à fin 2024. Cette hausse est plus prononcée en Guinée-Bissau (+23,1 %) et en Côte d'Ivoire (+13,9 %).

Une bonne rentabilité globale, qui masque toutefois des évolutions contrastées entre pays

Le Produit net bancaire (PNB) de l'ensemble des établissements de crédit a augmenté de 3,4 % pour s'établir à 3 431,3 Md FCFA (5,2 Md EUR) en 2024. Le coefficient net d'exploitation, mesurant le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux, est ressorti à 60,8 % en 2024, quasi-stable par rapport à 2023. Quant au résultat net global, il a augmenté de 11,7 % pour se situer à 1 105,3 FCFA (1,7 Md EUR), soit un coefficient de rentabilité de 15,6 %. Le résultat net global demeure en grande partie porté par

Le chiffre à retenir

160

Nombre d'établissements
de crédit dans l'UEMOA en
2024



le secteur bancaire ivoirien, dont la part se situe à 48,6 % en 2024. Bien que toutes les places bancaires soient bénéficiaires, il faut souligner que le résultat net agrégé des banques s’est contracté fortement en Guinée-Bissau (-96 %), au Niger (-78,3 %) et, dans une moindre mesure, au Bénin (-2,2 %).

Une amélioration globale de la solidité financière

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont améliorés, s’établissant respectivement à 8,5 % et 3,5 % en 2024, contre 9,2 % et 3,8 % en 2023. Les taux de dégradation bruts les plus élevés ont été enregistrés au Niger (26,8 %), en Guinée-Bissau (18,7 %) et au Mali (12,4 %). Le ratio moyen de solvabilité globale des établissements de crédit de l’Union s’élève à 14,7 % en 2024, contre 14,1 % en 2023 et au-dessus de la norme minimale de 11,5 %. A l’exception de la Guinée-Bissau et du Niger, toutes les autres places bancaires se trouvaient au-dessus de cette norme.

Statistiques sur les établissements de crédit en activité de l’UEMOA en 2024 (source BCEAO)

Pays	Effectif	Total bilan (Mds FCFA)	Résultat net (Mds FCFA)	Crédits (Mds FCFA)	Dépôts (Mds FCFA)	TBDP ¹	Ratio moyen de solvabilité
Benin	15	6 960,9 (+8,5%)	77,6 (-2,2 %)	3 408,2 (+10,9 %)	4 399,7 (+2,4 %)	4 % (-0,6 pp)	17,1 %
Burkina Faso	20	9 574,1 (+5,1 %)	135,5 (+2,2 %)	4 703,8 (-0,9 %)	6 107,6 (+2,7 %)	9 % (+1,1 pp)	14,5 %
Cote d'Ivoire	32	25 644,7 (+15,1 %)	536,9 (+22 %)	13 311,6 (+10,7 %)	18 355 (+13,9 %)	6,1 % (-1,1 pp)	14 %
Guinée-Bissau	6	473,6 (+5 %)	0,1 (-96%)	216,1 (+21,4%)	295 (+23,1 %)	18,7 % (+1,7 pp)	-13 %
Mali	17	7 925,4 (+5,1%)	97,8 (+25,7%)	3 873,1 (-1,3%)	4 761,4 (+1,8%)	12,4 % (-0,4 pp)	16,4 %
Niger	20	2 430,2 (-0,8%)	2,7 (-78,3%)	1 281 (+0,7%)	1 419,7 (-5,8%)	26,8 % (+1,9 pp)	9 %
Sénégal	33	13 940 (+8,1%)	205,4 (+2,7%)	7 735,6 (+12,2%)	9 527 (+6,1%)	9,4 % (-1,2 pp)	16,7 %
Togo	17	5 119,5 (+6,2 %)	49,2 (+11,3%)	2 359 (+7,4%)	3 378,1 (+4,7%)	6,8 % (-1,1 pp)	13,7 %
UEMOA	160	72 068,3 (+9,3 %)	1 105,3 (+11,7 %)	36 888,3 (+5,6%)	48 243,5 (+7,2 %)	8,5 % (-0,7 pp)	14,7 %

¹Taux brut de dégradation du portefeuille de crédits
²Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est lié à la situation d’un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important sur la place bancaire nationale

Régional

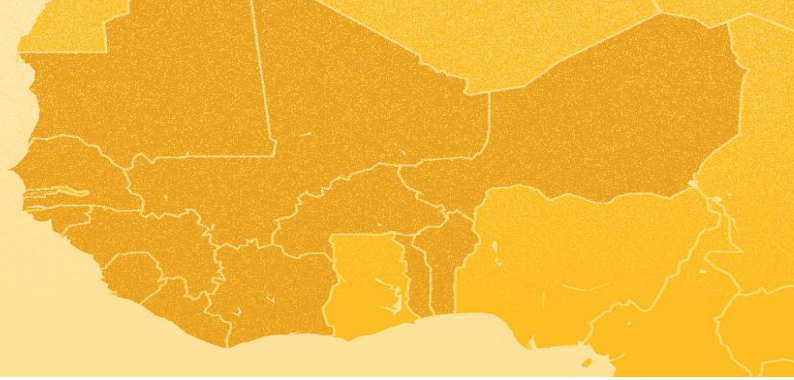
UEMOA : les Etats prévoient de lever 2 Md EUR par adjudication entre septembre et novembre 2025

Selon une note publiée récemment par UMOA-Titres, le montant global prévisionnel des émissions de titres publics sur le marché par adjudication entre septembre et novembre 2025 devrait s’élever à 1 300 Md FCFA (2 Md EUR), dont 39,6 % en bons du Trésor et 60,4 % en obligations du Trésor. Les principaux émetteurs durant cette période seront le Sénégal (25,4 % du montant global), le Mali (20,8 %) et le Niger (18,5 %). A noter qu’à fin août 2025, le montant cumulé des émissions depuis

le début de l’année s’élève à 8 917 Md FCFA (13,6 Md EUR), ce montant étant brut (c’est-à-dire, sans prendre en compte les remboursements qui ont eu lieu sur la même période).

India Exim Bank accorde une ligne de crédit de 40 M USD à la BIDC

Le 14 août 2025, la Banque d’investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et l’Export-Import Bank de l’Inde (India Exim Bank) ont signé un accord de ligne de crédit commercial d’un montant de 40 M USD visant à réaliser des projets de développement dans des secteurs tels que l’énergie, le transport, l’agriculture et des infrastructures dans la sous-région. Il s’agit de la 6e facilité octroyée par



India Exim Bank à la BDC depuis 2006 pour un montant cumulé de 1,1 Md USD visant à soutenir les exportations de biens et de services de l'Inde vers l'Afrique.

Bénin

Préparation d'un accord de prêt de 50 M USD cofinancé par la JICA et la BAfD en faveur du secteur privé

A l'occasion de la 9^e Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), un prochain [accord](#) a été avancé en vue d'un prêt concessionnel de 50 M USD, cofinancé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la Banque africaine de développement (BAfD). Ce financement viserait à renforcer la gouvernance économique et à soutenir le secteur privé béninois. Au Bénin, [l'action de la JICA](#) s'articule principalement autour du développement des infrastructures, de la promotion de l'industrie et de l'amélioration des conditions de vie des populations. Parmi ses projets phares figure la construction de l'échangeur du carrefour de Vêdoko, à Cotonou, pour un montant d'environ [18 Md FCFA](#) (27,4 M EUR).

Burkina Faso

Adoption d'un décret sur les redevances et taxes dans le secteur de la communication

Le 13 août 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret instituant et autorisant la perception de redevances et taxes dans le secteur de la communication. Pris en application des lois organiques relatives au Conseil supérieur de la communication (CSC) et aux finances publiques, ce texte encadre l'évolution du secteur marquée par l'essor des réseaux sociaux et l'émergence de nouveaux

acteurs tels que les Web radios et Web télévisions. Il regroupe en un seul document les décrets de 2017 sur les redevances audiovisuelles et la taxe de concession d'entrée sur le marché burkinabè de l'audiovisuel. Le dispositif prévoit la prise en compte de nouveaux acteurs et l'affectation de recettes au fonctionnement du CSC.

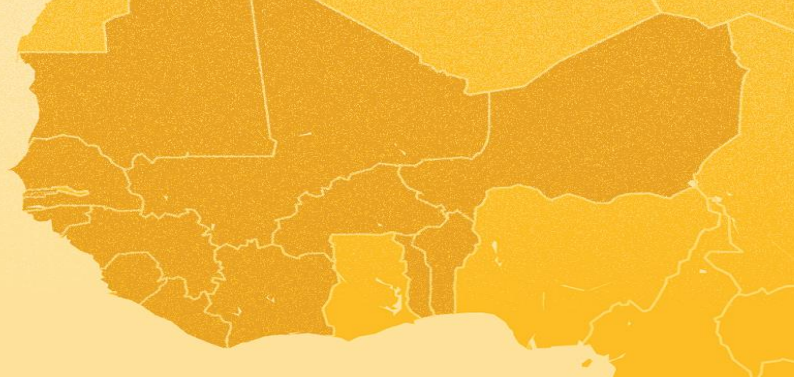
Lancement de la 3^e phase du Projet d'appui à l'emploi des jeunes en milieu rural

Le 15 juillet 2025, la 3^e phase du Projet d'appui à l'emploi des jeunes et au développement des compétences en milieu rural (PADEJ-MR) [a été lancée](#) à Ouagadougou. Financé à hauteur de 12,3 M EUR par la BAfD pour un coût total de 13,6 M EUR, le projet vise à autonomiser les jeunes ruraux via l'entrepreneuriat. Il propose des formations pratiques, un coaching personnalisé et un appui technique pour transformer leurs idées en entreprises viables dans des secteurs tels que l'agriculture, l'agroalimentaire, les services, l'artisanat et les nouvelles technologies. Dans cette phase, 65 jeunes des quatre régions d'intervention bénéficieront d'un accompagnement débouchant sur l'élaboration de plans d'affaires éligibles à un financement.

Côte d'Ivoire

Première combinaison de garanties BIRD-MIGA de 260 et 372,9 M EUR pour un financement lié à la durabilité

Le 2 septembre 2025, la MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements) a [annoncé](#) l'octroi d'une combinaison de garanties de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) et de la MIGA visant à couvrir un prêt d'un montant de 433,3 M EUR accordé au ministère des Finances et du Budget ivoirien par Standard Chartered Bank. Il s'agit du premier prêt lié à la



durabilité émis au titre du Cadre de financement lié à la durabilité (SLL) élaboré par la Côte d'Ivoire avec l'appui du Groupe de la Banque mondiale. Ce cadre vise à faciliter l'accès à des financements à des conditions plus avantageuses, en liant les modalités financières à l'atteinte d'Objectifs de performance en matière de durabilité. Pour une durée pouvant aller jusqu'à 15 ans, incluant un délai de grâce de 10 ans, le produit de garantie de la BIRD à l'appui de politiques (PBG) couvre le risque de première perte à hauteur de 260 M EUR, tandis que la garantie octroyée par la MIGA d'un montant de 372,9 M EUR couvre le risque de seconde perte.

Touton en négociation exclusive avec Hartree pour une cession

Le 25 août 2025, Touton SA, négociant français de matières premières spécialisé dans le cacao, le café, la vanille et les épices, [a annoncé](#) être entré en négociations exclusives en vue de sa cession à Hartree Partners, société mondiale de trading énergétique et de matières premières. [Selon Reuters](#), Touton représente près de 10 % du commerce mondial de cacao, un secteur vital pour les économies d'Afrique de l'Ouest où le groupe est implanté, notamment en Côte d'Ivoire et au Ghana. La finalisation est envisagée début janvier 2026, sous réserve des consultations sociales et de l'approbation réglementaire.

Signature d'un accord visant l'acquisition par Castle Minerals de 90 % du capital de Mineralis Ltd pour des projets d'exploration aurifère

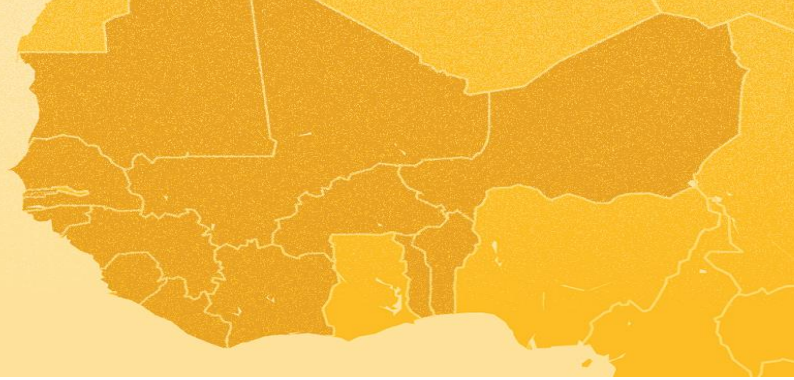
Le 21 août 2025, l'entreprise australienne Castle Minerals [a annoncé](#) la signature d'une lettre d'intention contraignante pour l'acquisition d'une participation de 90 % de l'entreprise britannique Mineralis Ltd. Cette dernière a le droit d'acquérir une participation allant jusqu'à 90 % dans chacun des sept permis aurifères d'exploration (un accordé et six demandes) correspondant à une surface de 1 842 km² situés

à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'acquisition est financée par un placement de 3,3 M USD, portant les fonds de roulement de Castle à 4,7 M USD (hors frais de transaction). Elle permettra à Castle Minerals d'élargir son portefeuille dans le secteur aurifère actuellement concentré au Ghana dans les projets Kpali et Kandia.

Guinée

50 M USD supplémentaire de la Banque Mondiale pour le PRU-APN

Le 4 août 2025, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement additionnel de 50 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) pour le Projet de réponse d'urgence et d'appui au Programme Nafa (PRU-APN). Cette enveloppe vise à couvrir le déficit créé par l'activation de la composante de réponse d'urgence contingente (CERC), déclenchée après l'explosion du terminal pétrolier de Kaloum en décembre 2023. Les fonds permettront de poursuivre l'appui à 120 000 ménages vulnérables déjà inscrits au programme et de renforcer les capacités nationales de gestion de crises. Le financement soutiendra la mise en œuvre du plan d'action d'urgence du gouvernement incluant la réhabilitation d'écoles et de bâtiments administratifs avec des solutions durables, l'importation d'énergie pour sécuriser l'approvisionnement en électricité, ainsi que l'équipement de la protection civile et de l'Agence nationale de gestion des urgences (ANGUCH).



Guinée-Bissau

Publication de la note économique trimestrielle de la BCEAO sur l'économie bissau-guinéenne

Dans son [rapport du 1^{er} trimestre 2025 sur l'économie bissau-guinéenne](#), la BCEAO présente une évolution contrastée de l'économie. La campagne agricole 2024/2025 se distingue par une progression de la production céréalière, estimée à 335 205 tonnes, tirée en grande partie par le riz. Cette amélioration s'accompagne d'une croissance de l'activité industrielle, avec un indice de production en hausse de 6,9 % en g.a., portée par la fabrication manufacturière et la distribution d'électricité. L'Indice de Chiffre d'Affaires du Commerce progresse pour sa part de 5,6 % sur un an, grâce à l'augmentation des ventes de produits pharmaceutiques et pétroliers, d'équipement du logement et de la personne et des produits alimentaires. Ainsi, la croissance du PIB réel est estimée à 4,6 % en 2025. En revanche, l'inflation reste élevée, l'IHPC progresse de 7,1 % en g.a. sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires et des combustibles. Sur le plan budgétaire, les ressources totales se sont établies à 33,2 Md FCFA (50,6 M EUR) à fin mars 2025, en recul de 3,2 % sur un an, en raison de la chute des dons (-63,3 %) malgré une progression des recettes fiscales (+14,8 %). Les dépenses publiques ont, quant à elles, augmenté de 25,1 % sur la période, principalement sous l'effet des charges courantes, creusant le déficit global à 34,7 Md FCFA (52,9 M EUR), soit 2,4 % du PIB, contre 1,6 % un an plus tôt. Enfin, la situation extérieure se dégrade légèrement : la balance commerciale accuse un déficit de 35,6 Md FCFA (54,3 M EUR) contre 31,1 Md FCFA (47,4 M EUR) un an plus tôt, avec des importations en hausse de 15,9 % tirées par les produits pétroliers, les matériaux de construction et les produits alimentaires, tandis

que les exportations enregistrent un recul trimestriel mais progressent de 31 % sur un an.

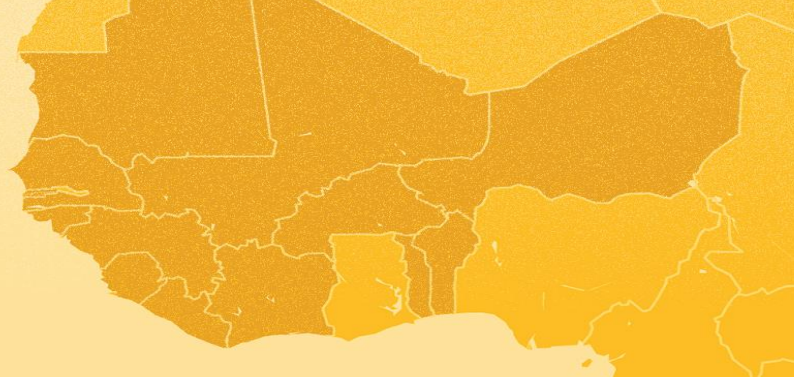
Libéria

Mainland Group annonce un investissement de 100 M USD dans l'agriculture

Le 13 août 2025, lors d'une conférence au ministère de l'Agriculture, le groupe chinois Mainland [a annoncé](#) un investissement de 100 M USD pour soutenir la relance du secteur agricole. Le projet s'articulerait autour de six filières : transformation du riz, du manioc, du cacao et du café, raffinage du sucre associé à la plantation de canne, ainsi que la création d'infrastructures logistiques près des ports. Une usine de riz devrait être implantée sur un site de 1 000 hectares à Fuamah District. Le financement comprendrait selon l'annonce 26 à 28 M USD d'actifs et 60 à 70 M USD de fonds de roulement. Sur 5 ans, le programme vise à toucher plus de 150 000 agriculteurs et à accroître leurs revenus de 20 à 30 %.

Lancement du projet "EXCEL" pour l'apprentissage fondamental

Le 24 juillet 2025, le Président libérien [a lancé](#) le programme « Excellence in Learning in Liberia (EXCEL) », visant à renforcer la littératie et la numératie dans les écoles publiques d'éducation préscolaire et primaire. Le projet bénéficie d'un financement total de 88,7 M USD, dont un crédit de 60 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), guichet de la Banque mondiale, et une subvention de 28,7 M USD du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Il prévoit la construction de plus de 100 écoles, la réhabilitation de salles de classe, la formation de 6 500 enseignants et 4 500 responsables scolaires. Au total, 2 337 établissements seront concernés, touchant environ 350 000 élèves. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du



Country Partnership Framework 2025–2030 et constitue la première action du gouvernement libérien pour renforcer l'éducation primaire et soutenir la formation des jeunes.

Mali

L'Etat devient actionnaire unique de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA)

Le 13 août 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de décret définissant les modalités de participation de l'État au capital social de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA). Créée en 1981, la BNDA soutient le développement économique, notamment rural, agricole, forestier, piscicole, artisanal et la transformation de produits locaux. Depuis 2024, le capital de la banque était détenu à 77,33 % par l'État malien et à 22,67 % par l'Agence Française de Développement (AFD). Après la décision de l'AFD de céder ses parts, l'État deviendra l'unique actionnaire de la BNDA. Cette décision fait suite au rachat, le 18 décembre 2024, des parts de la Société Allemande d'Investissement et de Développement (21,4 %) et du Crédit Coopératif (9,7 %). En 2024, la BNDA se classait comme la 3^{ème} banque du Mali, avec un total bilan de 897,3 Md FCFA (1,3 Md EUR). Elle a enregistré en 2024 un résultat net de 7,8 Md FCFA (11,9 M EUR), en hausse de 52,9 % par rapport à 2023, après un résultat de 11,8 Md FCFA (18 M EUR) en 2022.

Plafonnement des prix du ciment par le gouvernement

Le 25 août 2025, le gouvernement [a annoncé](#) la mise en place de prix plafonds pour le ciment, dont le coût variait récemment entre 125 k et 130k FCFA (190-198 EUR) la tonne à Bamako. Le ministère de l'Industrie et du Commerce fixe désormais le ciment local à 112 k FCFA (171 EUR)

la tonne et le ciment importé à 117 k FCFA (178 EUR). Cette décision fait suite à plusieurs semaines de hausse des prix liée à des problèmes de transport, à l'interdiction des camions hors gabarit et aux difficultés d'importation du clinker depuis le Sénégal à cause de l'état dégradé des routes.

Niger

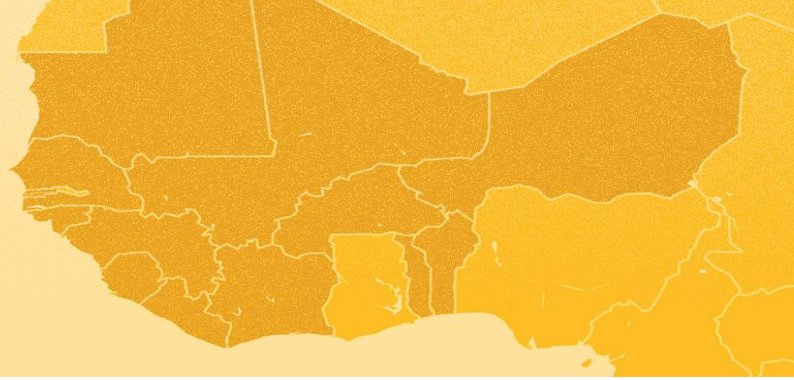
Inflation en baisse à 9,1 % en g.a. en juillet 2025

Selon [l'Institut National de la Statistique \(INS\)](#), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a.) continue de s'inscrire en zone négative, s'établissant à -9,1 % en juillet 2025, contre -7,7 % le mois précédent. Ce recul marqué s'explique notamment par un effet de base important, alors que l'inflation avait atteint des niveaux élevés ces dernières années (9,1 % en 2024 selon les dernières données du FMI), notamment à l'été 2024. Ce recul du niveau des prix est imputable principalement à la baisse en g.a. des prix des "Restaurants et services d'hébergement" (-18,7 %), "Information et communication" (-10,8 %) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-11,4 %). A noter toutefois la hausse des prix des catégories "Transports" (2,5 %), "loisirs, sports et culture" (+6,3 %), "assurances et services financiers" (+1,7 %), "vêtements et chaussures" (+1,6 %) et "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+0,5 %). En moyenne annuelle, le taux d'inflation est de 1,6 % en juillet 2025 (contre 3,6 % en juin 2025).

Sénégal

Les services du FMI concluent leur mission

Une mission des services du FMI [s'est tenue](#) à Dakar du 19 au 26 août pour poursuivre les discussions autour des mesures correctrices à la



suite du rapport de la Cour des comptes publié le 12 février 2025. Les mesures correctrices porteront notamment sur des réformes (par exemple du compte unique de la dette) et la mise en place de système de gestion des finances publiques plus efficaces. Les discussions entre les autorités et le FMI ont permis des avancées significatives sur ces sujets. La mission a également été l'occasion de communiquer sur l'inventaire de la dette publique qui a été réalisé par le cabinet Mazars : à fin 2024, la dette de l'administration normale est désormais évaluée à 118,8 % du PIB.

La Banque agricole prévoit de lever près de 122 M EUR via une titrisation de créances

Le 28 août 2025, la SGI Invictus Capital & Finance SA [a annoncé](#) le lancement officiel de l'emprunt obligataire par appel public à l'épargne de La Banque agricole, dénommé « FCTC Croissance Agricole Tranche A 8 % - Tranche B 9 % ». L'opération, co-arrangée par KF Titrisation et Development Finance Advisory, porte sur la titrisation de créances d'un montant global de 80 Md FCFA (142 M USD) répartis en deux tranches. Une Tranche A de 60 Md FCFA (91,5 M EUR) à un taux de 8 % sur 7 ans et une Tranche B de 20 Md FCFA (30,5 M EUR) à 9 % sur 7 ans. La période de souscription est prévue du 28 août au 26 septembre 2025. Selon le communiqué, les obligations, d'une valeur nominale de 10 000 FCFA (15,2 EUR), feront l'objet d'une demande d'admission à la négociation sur la Bourse Régionale de Valeurs Mobilières (BRVM). La Banque agricole joue un rôle important au Sénégal dans le financement des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie.

L'Etat annonce un plan de redressement du Groupe La Poste

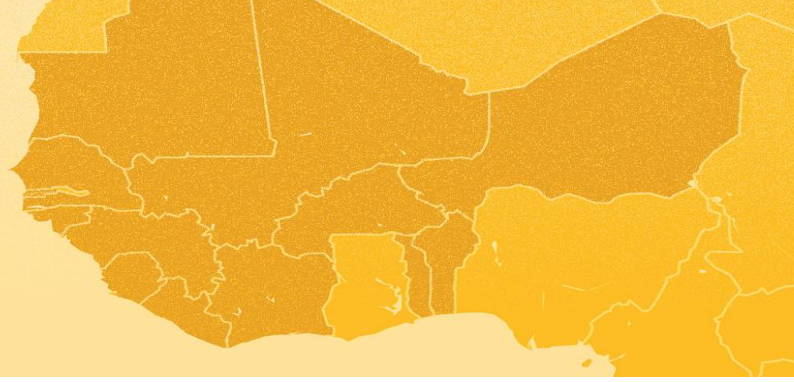
A l'issue du Conseil interministériel consacré à la relance du Groupe La Poste qui s'est tenu le

1er septembre 2025, un ensemble de mesures a été [annoncé](#) par le Premier ministre. Parmi celles-ci figurent notamment : (i) la recapitalisation du Groupe qui devrait être finalisée avant décembre 2025 ; (ii) la modernisation de la gouvernance du secteur ; (iii) la rationalisation des effectifs du groupe avec un plan de départs négociés dont la première phase serait attendue au plus tard en décembre 2025 ; (iv) l'apurement des dettes fiscales (9,4 M EUR) et sociales (3 M EUR) ; (v) la transformation de Postefinances, la filiale financière du Groupe, en une Banque postale opérationnelle d'ici 2029 avec une ouverture du capital aux privés – une feuille de route est attendue à l'horizon novembre 2025. Cette initiative intervient dans un contexte de crise profonde du Groupe : plus de 100 Md FCFA (152,4 M EUR) de pertes cumulées à fin 2024, capitaux propres en déficit de 156 Md FCFA (237,8 M EUR), fonds propres négatifs de Postefinances de plus de 17 Md FCFA (21,9 M EUR), financement par l'Etat des salaires depuis octobre 2022 (environ 18 Md FCFA soit 27,4 M EUR par an), etc.

Sierra Leone

Le budget supplémentaire 2025 maintient la consolidation budgétaire

Le 29 juillet 2025, le Parlement [a adopté](#) le budget supplémentaire pour l'exercice 2025 et la déclaration de politique économique et financière, axés sur la consolidation budgétaire et la crédibilité des finances publiques. Selon le Ministre des Finances, ce budget vise à maintenir la stabilité macroéconomique, renforcer la confiance des investisseurs et des donateurs, et créer un espace budgétaire pour les secteurs prioritaires afin de stimuler la croissance. Face à un déficit des recettes intérieures de 646,2 M NLe (23,8 M EUR) au 1^{er} semestre 2025, les dépenses totales et les prêts nets ont été révisés à la baisse à 31,3 milliards de NLe (1,2 Md EUR soit 16,2 % du PIB), contre



35 Md NLe (1,3 Md EUR) initialement prévus. Cette réduction concerne surtout les dépenses d'investissement, tandis que les dépenses courantes ont légèrement augmenté.

Togo

Le déficit commercial se creuse au 2^e trimestre 2025

Selon le [bulletin trimestriel des statistiques du commerce extérieur](#) publié en août 2025 par l'Institut National de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le déficit commercial s'est creusé au 2^e trimestre 2025, en hausse de 5,7 % en g.a. Cette évolution est portée par une hausse des importations de 4,9 % sur un an (en valeur), principalement constituées de véhicules et de médicaments. En parallèle, les exportations ont augmenté de 4,1 % sur un an (en valeur), avec les phosphates et les sacs plastiques comme principaux produits exportés. Au 2^e trimestre 2025, la France se classe au 6^e rang des clients du Togo et au 2^e rang de ses fournisseurs.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens de nos dernières publications régionales.

Bulletin économique de l'Afrique de l'ouest (BEAO)



[Édition du BEAO de juillet 2025](#)

[Édition du BEAO d'avril 2025](#)

Chiffres clés



[Bénin](#)

[Burkina Faso](#)

[Cap-Vert](#)

[Côte d'Ivoire](#)

[Gambie](#)

[Guinée](#)

[Guinée-Bissau](#)

[Libéria](#)

[Mali](#)

[Mauritanie](#)

[Niger](#)

[Sénégal](#)

[Sierra Leone](#)

[Togo](#)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedln](#)